

## Compte-rendu de la journée CESER/Codev du 15 janvier « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 »

Le 15 janvier 2026, **24 représentants de 16 Conseil économique, sociaux et environnementaux régionaux (CESER) et Conseils de développement (Codev)** volontaires se sont réunis au Conseil économique, social et environnemental (CESE) pour une journée délibérative consacrée à la saisine « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 ». Cette rencontre constituait une seconde étape de leur contribution : après l’organisation d’ateliers territoriaux ou la transmission de travaux existants, il s’agissait cette fois de **confronter leurs analyses aux trois scénarios prospectifs élaborés par la Commission temporaire**.

Le déroulement de la journée a permis une discussion critique et collective : chaque CESER ou Codev a réagi à deux des trois scénarios, permettant un croisement des points de vue et **une mise en tension des hypothèses prospectives avec les réalités territoriales**.

Ce document est **le compte-rendu exhaustif** de cette journée.

### Introduction de la journée

Michel Chassang, président de la commission « Avis transverse » a ouvert la réunion par des vœux de bonne année puis a expliqué que les travaux du CESE « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive » avaient débuté en mars avec une commission composée des membres du Bureau. Les CESER et Codev ont alors été sollicités par un courrier du Président du CESE pour remonter des contributions existantes ou à venir sur les 5 thématiques de la note de cadrage qui accompagnait cette sollicitation :

- 1) Permettre à chacun de vivre dignement de son travail ;
- 2) Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité ;
- 3) Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique ;
- 4) Préserver le régime démocratique et la place de la société civile ;
- 5) Maintenir la paix dans le monde.

Il a remercié les CESER et les Codev pour les 24 contributions reçues de leur part et rappelé les objectifs de la journée : échanger sur le travail produit et approfondir les scénarios prospectifs avec les spécificités territoriales.

Répondant à une question de la salle, il a ensuite précisé les prochaines étapes : journées des 5 et 6 février réunissant un panel citoyen, présentation des résultats du sondage IPSOS et le 25 mars, séance finale de présentation des travaux, séance à laquelle seront invités les CESER et les Codev.

Les rapporteurs ont ajouté que les contributions ont toutes été lues, elles diffèrent les unes des autres mais sont très intéressantes. La journée peut aider à qualifier le produit de sortie et ce qui vient des territoires est central même s’il ne sera pas possible de tout traiter. Sur la forme, un document avec les points critiques du modèle français et que la société doit embrasser sera complété par un rapport qui intégrera ces éléments plus précis

approfondissant le travail commun. Comme vu à l'assemblée plénière d'hier, la question du changement du rapport à la territorialité revient très souvent, de même que la question de la gouvernance, du rôle de l'Etat et des territoires.

## Retour sur les contributions des CESER et Codev

Marie-Claire Martel, en charge de la participation citoyenne, a remercié les participantes et les participants pour les contributions reçues. Il y a des points communs qui se dessinent avec des territoires en avance de phase par rapport à d'autres territoires, à l'image des territoires insulaires. Il y a aussi des attentes assez convergentes, sur la dignité, la justice sociale, la vitalité démocratique, la capacité à faire société dans un contexte de transformations profondes. Il y a déjà une forme de cohésion. Elle a ensuite présenté la synthèse des contributions reçues sur les 5 axes de la note de cadrage :

### **1) Permettre à chacun de vivre dignement de son travail**

Le fait de redonner du sens au travail revient souvent. Les contributions insistent sur le fait de replacer le travail comme un moyen d'émancipation, d'une vie équilibrée avec la finalité de l'émancipation par le travail. Il y a beaucoup d'entrées particulières sur l'agriculture, sur le fait de limiter la précarisation des parcours professionnels, sur la question de la dignité au travail, la question du transport connectée à cette question de l'emploi.

Dans les leviers communs, la valeur travail, notamment pour les métiers essentiels est peu reconnue. Il faut sortir d'une logique marchande (métiers du care), renforcer la démocratie au travail (facteur transversal), sécuriser les parcours professionnels, la question des emplois aidés et du zéro chômeur revient de manière lancinante. Dans les points de vigilance : la perte de sens, la dévalorisation de certains métiers essentiels (métiers particulièrement frappés par la perte de sens), ce qui déclenche la souffrance au travail, les difficultés d'accès au logement (temps de transport quotidien).

### **2) Garantir un haut niveau de protection sociale et solidarité**

La protection sociale est considérée comme un pilier essentiel de la stabilité, de lutte contre le non-recours. Il y a la question du vieillissement, de l'isolement. Dans les leviers communs, il faut renforcer les services publics de proximité, améliorer la lisibilité des dispositifs, expérimenter une nouvelle forme de protection sociale. La question de la cohésion sociale s'invite dans la justice sociale. Dans les points de vigilance la fragilisation financière du système est indissociable de choix politiques clairs et lisibles.

### **3) Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique**

Adapter les territoires aux effets du changement climatique, transformer les modèles agricoles revient souvent. Comme leviers communs : les politiques de sobriété énergétique, foncière et hydrique, la réduction des déplacements contraints, la gestion durable de l'eau et des sols, le soutien à une agriculture respectueuse des systèmes mais aussi de la culture pour certains pour amener à une prise de conscience de l'impératif de préservation des écosystèmes. Dans les freins, on retrouve la question de l'acceptabilité, les tensions sur les ressources, la transformation des représentations et la question de la précarité.

### **4) Préserver le régime démocratique et la place de la société civile**

La participation et la confiance entre citoyens, dans les citoyens, des citoyens envers les pouvoirs publics revient souvent. Il y a une attente forte de renforcement de la participation,

d'expertise d'usage et de confiance élus/citoyens. On marche vers la fabrique de l'intérêt général qui n'est pas quelque chose d'imaginaire. L'association de la société civile doit se faire en amont : le dernier kilomètre doit aussi être le premier kilomètre des politiques publiques. Dans les points de vigilance, on retrouve la défiance, la fatigue démocratique, les inégalités d'accès à la participation. Cela rappelle que la démocratie se construit en amont.

## **5) Maintenir la paix dans le monde**

La paix dans le monde est conçue comme indissociable de la paix démocratique. Il y a une alerte sur l'affaiblissement des institutions internationales. La fabrication d'une culture commune implique de lutter contre le repli identitaire.

En conclusion, la transformation du modèle de société est à articuler avec l'ouverture du monde. Il y a la recherche de politiques plus justes, plus lisibles dans lesquelles la projection est un impératif. Cette synthèse est une étape structurante de notre travail qui va nourrir nos travaux jusqu'à leur aboutissement.

---

Les participantes et les participants ont ensuite travaillé sur la synthèse par petits groupes pour identifier trois priorités parmi les éléments communs, toutes thématiques confondues.

### **Priorités :**

#### **1er sous-groupe :**

- 1) Economie : levier prioritaire avec des territoires qui se réapproprient la valeur ajoutée par des circuits courts, l'implantation de centres de recherche, décisions aujourd'hui concentrés dans grandes métropoles ;
- 2) Social : il s'agit de renforcer la solidarité nationale et territoriale en intégrant le vieillissement et la baisse de la natalité ;
- 3) Environnemental : maintenir les politiques publiques d'adaptation au changement climatique.
- 4) La question démocratique : un axe transversal qui traverse toutes ces problématiques, l'isolement numérique en fin de vie est un enjeu démocratique.

#### **2ème sous-groupe :**

- 1) Travail : redonner la capacité d'agir aux territoires pour améliorer la qualité de vie, chaque territoire doit définir par lui-même ce qui est le plus adapté.
- 2) Enjeux climatiques : concilier enjeux climatiques biodiversité avec acceptabilité et justice sociale.
- 3) Confiance : restaurer la confiance réciproque entre politiques et citoyens dans les deux sens

#### **3ème sous-groupe :**

- 1) Solidarités nationales et territoriales avec question sens du travail et métiers essentiels ;
- 2) Adaptation des territoires aux enjeux climatiques et intégration des limites planétaires : intégrer les limites planétaires dans les politiques publiques des territoires pour adapter les territoires ;
- 3) Education à la citoyenneté : priorité importante.

#### **4ème sous-groupe :**

Le sujet a été abordé par le comment avec la liaison mobilité-logement pour permettre le pouvoir d'agir du citoyen sur les 5 thèmes.

- 1) Mobilités : pour le travail, aller chez le médecin, services à la personne, qualité de vie, santé mentale ;
- 2) Confiance démocratique : ne se donne pas, se gagne, fournir la preuve de ce qu'on fait, ne pas attendre qu'on ait à douter de nous ;
- 3) Nécessité de faire société : faire société pour aborder les défis à relever ;
- 4) Question de la formation et de l'information. Exemple : conflit de haute intensité : est-ce qu'on a la formation et l'information pour comprendre de quoi il s'agit ?
- 5) Question transversale du vieillissement de la population.

#### **5<sup>ème</sup> sous-groupe :**

- 1) Notion de bien commun : ressources en eau, en énergie, système de protection sociale ;
- 2) Question du numérique : question de l'IA impact environnemental, social et économique, savoir comment utiliser cela à bon escient ;
- 3) Maintenir autant que faire se peut le dialogue : à l'échelle du quartier aussi.

#### **6<sup>ème</sup> sous-groupe :**

- 1) Travail : notion de mieux valoriser les métiers essentiels, favoriser les enjeux sociaux et environnementaux pour respecter les ODD, replacer le travail comme moyen de subsistance ;
- 2) Protection sociale : besoin réduit dans une société, réduire les inégalités sociales et générationnelles avec l'importance de préserver le système redistributif ;
- 3) Limites planétaires : à intégrer dans les politiques publiques.
- 4) Démocratie : Préserver le régime démocratique face à la défiance, débat sur le rôle de l'élu, animateur du débat public
- 5) Nécessité de renforcer le rôle de l'ONU

Patrick Lévy-Waitz indique que beaucoup de repères ont été ainsi posés et qu'il nous faut donner des clés de lecture. Comment faire société si on n'a pas des repères partagés a minima ? On a besoin des métiers essentiels dont on sait qu'ils sont un maillon essentiel de la société. La solidarité a beaucoup été évoquée aussi, de même que la notion de confiance. Ce qui doit être commun en 2050 : il faut choisir et possiblement renoncer. Tout ne peut pas entrer.

Elodie Martinie-Cousty ajoute qu'il faut se concentrer sur ce qui doit être commun à toutes les contributions. Un point central revient : maintenir et amplifier le régime démocratique territorial. Les solidarités intergénérationnelles reviennent aussi avec le problème démographique, le vieillissement et la question de vivre dignement de votre travail. Garantir un haut niveau de protection social et solidarité réelle semble avoir été moins traité en revanche, peut-être parce qu'on s'imagine que c'est un acquis. L'intégration des limites planétaires est souvent revenue. En revanche, la question de la guerre a très peu été abordée. Au CESE, dans son audition le Secrétaire Général de la Défense et la Sécurité nationale a expliqué à la commission à quel point la résilience et l'autonomie stratégique vont d'abord se construire dans les territoires.

Premier temps de travail sur les scénarios prospectifs

#### **Scénario 1 :**

**7 représentants CESER / Codev + Michel Chassang + Pascal Mayol**

### **Prise de notes des échanges :**

**Jean-Baptiste Martial, membre du Codev Bordeaux métropole :** cohérence avec le territoire où je vis, on a abordé des scénarios relatifs aux catastrophes naturelles et développer des compétences pour encaisser les catastrophes et favoriser le développement d'une forme de résurgence

A ajouter : appuyer sur les démarches ERC (éviter réduire compenser) : ces démarches se retrouvent beaucoup à l'échelle territoriale en urbanisme, environnement, etc

**Anne Guerou, codev Cornouaille :** très intéressant que ce soit un scénario sur la crise climatique, sur l'effondrement, et que ça peut arriver très vite dans les 5/10 ans à venir, fait partie des possibles que peu de personnes mesurent

La comparaison de la crise avec celle du covid me parait hasardeuse, ça n'a rien à voir : une crise sanitaire n'est pas comparable à une crise systémique plus globale et importante

Ce qui m'a surpris : *la crise climatique n'apparait pas dans les deux autres scénarios alors que le climat est déjà écrit aujourd'hui jusqu'en 2050*

En bretagne, ce sur quoi on doit insister est le modèle agricole et de l'industrie agroalimentaire : les réponses du territoire aux évolutions climatiques et de biodiversité vont dépendre de cela, et on a aussi le sujet de l'eau (qualité et submersion marine) : on voit le changement climatique se faire avec l'eau qui remonte dans les villes jusqu'à 30km avec les marées, et les premières maisons qui sont détruites

**Michel-Louis Prost, VP délégué du CESER AuRA et en charge de la section prospective du CESER :** à qui s'adressent ces documents ? par des décideurs / ceux qui ont les leviers d'aller dans une direction d'ici 2050 ? think-tank / journalistes ? ceux qui ont des leviers.

Ces trois scénarios ne sont pas exclusifs les uns des autres : les titres devraient être assez neutres pour que ne transparaisse pas ce que vous pensez. Ce n'est pas le cas « prospérité retrouvée » est une connotation très positive.

Récit de la transformation commence par un récit de terreur puis on tombe dans le monde des bisounours (tout le monde s'est mis d'accord, pas la poussée du Sud, l'UE va très bien, etc) : il n'y pas de négatif donc ce n'est pas plausible.

Il manque les leviers, mais peut-être que nous n'utilisons pas la même méthode et qu'ils sont dans un autre document : les décideurs en ont besoin pour savoir comment arriver à ce futur très beau

Il manque pour moi la question de la confiance envers les gouvernants : ce n'est pas un signal faible donc peu de personnes en parlent mais il est nécessaire d'avoir de la confiance entre les gouvernances (associatives, religieuses, économiques/entreprises, etc et pas uniquement politiques). Cela ne se décrète pas mais est un prérequis à tout ce scénario pour cimenter cette confiance. Cela passe par l'évaluation des politiques publiques systématique, bien faite et en revenant vers les populations. Les CESER ont, par la loi, l'obligation de participer à l'évaluation des politiques publiques mais on est nuls, c'est la dernière chose qu'on fait alors qu'il suffirait de prendre par ex. les lycées ou les routes pour faire une évaluation.

**Anthony Trihan, coordinateur du codev Cornouaille :** questionnement sur la méthode et de cohérence de ce qui a été écrit, par ex. « la Fr va renommer avec la diversité et richesse de

ses territoires » : « comment » : la coopération qui se développe « pourquoi » et détailler processus qui va mener à ça

Question des disparités régionales est particulièrement importante pour la Bretagne : sera impactée différemment des territoires du Sud : enjeux de migrations climatiques

**Dominique Allaupe-Bobe du Codev de Baugeois-vallée** : assez d'accord avec ce qui a été dit.

Résumé : plus de sobriété, plus de solidarité, population qui fuit les villes, etc : ça c'est la vie bonne que les moralistes voudraient. Moi je représente les familles auprès des décideurs publics

Chez nous on a lancé un PAT (projet alimentaire territoriale) et on a relancé des circuits courts, les cantines s'approvisionnent auprès des agriculteurs locaux, l'eau (on en a mais enjeux de qualité) et les forêts (gros incendies en Anjou, toutes les forêts du Maine et Loir). Redonner confiance dans les politiques publiques aux gens, assurer qu'ils aient de l'eau, pas d'incendies, etc.

Transformation déjà mise en route, notre PCAET, je sais qu'on est pas très forts pour l'adaptation (on est meilleurs sur l'atténuation). On voit bien que +4°C on ne peut pas vivre, les maraichers ont des grandes difficultés, avec des problèmes de pollutions locales, de bactéries (ex. nécessité arrêt 5 ans culture de solanacées sur le territoire)

**Coline Lorent, Grand Angoulême** : connexions de ce que ces travaux ont en rapport avec ceux de Grand Angoulême

Notre sujet est l'eau : les projections à 2050 d'assèchement sur la majorité de l'année de la Charente entraînent des enjeux d'équité territoriale : si certains s'approprient cette ressource, d'autres ne l'auront pas, des travaux de tous les Codev du bord de la Charente sont mis en place pour résoudre cette question

Ceinture verte maraichère : réadapter les productions maraichères au vu de l'évolution du climat

Solutions existantes mais peu connues et peu soutenues par ex. dans l'ESS : création de la bascule, matériauthèque pour travail dans bâtiment au réemploi des matériaux

Logique de vieillissement des populations : opportunité heureuse de faire des ponts générationnels car enjeu de facture générationnelle. Enjeux dans la transmission intergénérationnelle : des aspects qui étaient compétences d'avant vont redevenir nécessaires

Je partage ce qu'a dit Anne : *tout ça va se passer donc tous les autres scénarios doivent être pensés à partir de cette donnée de dérèglement climatique*

Suggestion de terminologie : évocation de l'état « résilience » on a mis de côté pour le terme de « robustesse » car résilience est résistance face aux chocs : on encaisse et on résiste, c'est pas simple alors que la robustesse c'est la stabilité dans les fluctuations : c'est une logique de s'inspirer du vivant (Olivier Hamant est le penseur de la robustesse)

Souligner quelque chose que l'agglomération s'apprête à faire : copil dédié à l'adaptation de Grand Angoulême au changement climatique : 50% des membres avec moins de 30 ans car seront les premiers vivants de demain. On va les chercher bientôt et on ne sait pas si on va arriver mais va dans le sens des journées des 5 et 6 février

**Sandrine Bozzetti, Codev Eurométropole de Metz :** au début je me suis dit c'est le négatif de ce qu'on est en train de vivre actuellement (prédation dans la solidarité, diminution de démocratie participative, souveraineté alimentaire avec le Mercosur) : première partie est l'inverse de ce vers quoi on veut tendre alors que la seconde est ce qu'on souhaite

A Metz on travaille sur la ville du quart d'heure ou de la demi-heure, relire toutes les politiques publiques au travers des ODD pour avoir cette robustesse territoriale, valorisation des atouts territoriaux pour le bien-être et bien vivre de ses habitants (pas les mêmes besoins), travail aussi sur l'eau (chez nous il pleut bcp mais sujet de qualité). Intelligence artificielle et dématérialisation est très énergivore, demande bcp l'eau et n'apparaît pas dans le scénario

Dans propositions des politiques on entend sécurité, immigration, mais pas ce récit commun sur le bien vivre : ils ont les problèmes mais on n'entend pas beaucoup les solutions

**Michel Chassang :** on ne réagit que si on a mal : on est déjà dans ce scénario, il annonce des catastrophes. Même si la réaction est tardive, par notre action et nos atouts, on peut entrevoir des horizons meilleurs à l'horizon 2050, mais ce scénario n'est pas indépendant des autres scénarios.

Les territoires ultra-marins sont les premiers concernés et on a l'impression que tout le monde s'en fout.

Disparités entre régions : la France est championne d'inégalités (revenus, santé etc)

Choc démographique : on en parle, sans plus alors qu'il est absolument majeur, est lié avec le problème de la natalité et de l'immigration.

On ne parle pas suffisamment d'économie dans ce scénario alors qu'elle pourrait nous faire sortir de ça

Notions importantes : décentralisation (à l'inverse de la métropolisation de plus en plus forte) et les initiatives régionales, territoriales ; confiance (notion fondamentale qu'on a pas suffisamment évoquée) et de solidarité intergénérationnelle (liée aux métiers en tension)

**Pascal Mayol :** robustesse : je vous invite en effet à écouter Olivier Hamant.

Les solutions ne viennent pas de l'Etat aujourd'hui mais clairement des territoires, l'état devrait être un soutien pour les massifier → passer de l'état providence à l'état résilience pour jouer ce rôle

Il manque une chose : la mobilité basse énergie (important en période de guerre mais aussi pour faire face aux enjeux environnementaux)

En période de guerre on utilisait le bois pour faire du gazogène : on peut recommencer en cas d'enjeux politiques et géologiques → se préoccuper en amont de comment gérer ce bois, comment il va être utile et comment gérer cet écosystème nécessaire

*Scénarios ont une lacune : ne prennent pas en compte que l'environnement va faire que se dégrader → que faire des zones dans lesquelles on ne pourra plus vivre en 2050, avec les ressources dont on ne pourra plus bénéficier, avec les migrations climatiques → remarque s'appliquant plus particulièrement au scénario de la guerre*

Constante est la sobriété entre les différents scénarios (effort de guerre également) : besoin de sobriété peu importe le scénario

*Points sur le scénario 2 :*

*Natalité : pas sûr que l'après-conflit génère un baby-boom comme on l'a connu précédemment ; et sur le plan environnemental, mon groupe porte la vision que le système est dépendant d'une croissance démographique → impacts sur croissance socio-économique mais sous l'angle environnemental, il n'est pas si mal que la population se stabilise. Démarche de « faire avec » et construire un projet de société qui accepte de faire avec*

*Point sémantique : le scénario 2 tel qu'il est écrit fait penser à « rien ne vaut une bonne guerre » → terme « opportunité » est à changer*

TC : côté idyllique de la méthode → on nous a demandé de se projeter dans les futurs souhaitables

**AG :** dans le scénario, il manque la notion de changement radical. On pensait après le covid qu'il y aurait un nouveau monde mais ça n'est pas arrivé. Il faut écrire que le vécu est radicalement différent et il faut aboutir à quelque chose qui permet une adaptation, mais ne peut pas être basé seulement sur la solidarité. Vie avec beaucoup moins de technologie etc doit être expliqué

**TC :** manque description du monde dans lequel tout ça se réalise

**DAB :** il faut un récit pour entrainer une population : il faut un idéal, savoir vers quoi on va et ne pas désespérer les gens mais donner une envie, quelque chose de souhaitable, de désirable. Un projet idéal, même si on ne peut pas le réaliser, si pas de niveau à atteindre, on ne fera rien

**JBM :** question de l'éco-anxiété, en particulier chez les jeunes générations ; on l'a abordé chez nous dans le CoDev et quand on voit ce scénario on ne sait pas quel bout l'aborder et on perd une capacité de résilience -> comment trouver les ressources suffisantes pour sortir de cette éco-anxiété qui fige complètement et mène à perdre moyens d'agir, ne plus rien faire. Nécessité de redévelopper les liens intergénérationnels car les aînés ont plus d'expérience pour se relever face à ces situations

**JLP :** organisation de la société en 2050 et en particulier les gouvernances, vous avez intégré dans le discours le fait que la Fr est encore là, l'UE aussi. Est-ce que c'est la même UE, est-ce qu'elle a évolué, etc. On ne sait pas comment le monde est organisé, est-ce que l'ONU est encore là, comment les pays sont organisés entre eux « des échanges entre la majorité des pays du monde ont lieu » → ne suffit pas, il faut décrire le monde de 2050 qui accompagnerait tout ce qu'il se passe et creuser la façon dont les pays européens sont organisés

**SB :** exercice très intellectuel : je ne suis pas sûre que ça parle à n'importe qui dans la rue. Pour expliquer un peu plus : c'est l'horizon vers lequel on veut tendre, et quels moyens on met pour y arriver. Pour faire le lien entre la partie pessimiste et l'idéal et avoir plus le chemin car les élus ont moins la vision systémique, et idem pour les citoyens qui n'ont pas cet idéal là car c'est parfois juste de la survie au jour le jour. Ecrire d'une autre façon pour être plus crédible, en insistant sur les moyens, le comment, le chemin.

**TC :** pour nous c'est un outil de travail et c'est peut-être pas dans ce texte là qu'il faut faire ça, mais il faut arriver à faire en sorte qu'à partir de cette réflexion on puisse montrer que ça construit un idéal sur lequel on veut aller. Pas sur qu'on partage tous le même idéal dans l'assemblée donc il s'agit de trouver les points communs

MC : quels sont les ingrédients pour aller vers ce futur souhaité, c'est la suite sur laquelle on va travailler, mais ce scénario est un peu brutal, on passe d'un état à l'autre très rapidement : ce scénario a été réduit mais il faut peut-être revoir en ce sens

AG : remarque vis-à-vis de l'éco-anxiété : il faut rester dans un scénario positif mais cette révolution culturelle nécessaire pour passer de la catastrophe à la résilience demande une vraie transformation et ce récit de transformation doit être positif, montrer que les population les plus pauvres ont déjà beaucoup d'outils, savent déjà faire et que le modèle dominant va cesser d'exister : positiver la radicalité du changement pour ne pas développer une angoisse mais montrer que ça provoque un vrai changement

PM : pour contrecarrer ramassage des scénario : les revoir ou faire une critique méthodo

### **Synthèse**

#### **Les points saillants à ajouter**

- Ce sera pire que le Covid, **le changement sera forcément radical** car la situation nous empêchera de revenir au monde d'avant contrairement au Covid : ce qui manque est **conséquences inéluctables et irréversibles** → élément qui influe sur comment faire bouger les choses
- Insister sur le fait que **la crise est déjà là**
- Entre donner envie parce que sinon on va **tous verser dans l'éco-anxiété et ne pas donner l'impression qu'on est juste en train de rêver** : modification du titre
- Éléments qui manquent sur **comment on a pu arriver à cette solution positive**, comment s'est reconstruite la confiance envers les gouvernements (évaluation des pp, développement de l'échelle territoriale dans les prises de décisions, participation citoyenne) → leviers à développer, et comment ils s'imposent
- **Comment est organisé le monde et comment on prend des décisions, comment la coopération s'est imposée au niveau international, mais aussi local** : en face d'une situation catastrophique, réflexes de **solidarité** qui se mettent en place
- Mieux signaler que **ces solutions (de la même manière que la crise) sont déjà là mais non soutenues, non valorisées**, etc
- Mieux prendre en compte la **logique du vieillissement mais pas uniquement de façon négative : logiques intergénérationnelles et immigration liées aux changements climatiques**
- Comment dans les **territoires OM** ils s'en sortent particulièrement
- **Question de l'eau** comme point qui n'est pas suffisamment présent dans le scénario, comme une illustration de la recomposition de la société (prédation sur une ressource dans un contexte de guerre)

### **Scénario 2 :**

#### **1<sup>er</sup> tour de table après la lecture des scénarios :**

**CESER AURA** : Intéressant le lien entre territoire français et l'extérieur. Dans scénario 2 impact ext très fort (géopol, guerre) mais dans les autres scénarios, beaucoup moins présent. Comment confronter les scénarios 1 et 3 aux enjeux géopolitiques ?

### Codev Grand Clermont

- Surpris par le **caractère peut-être un peu idyllique** du scénario sur la guerre, où tout rentre dans l'ordre très facilement (ex : problème des métaux rares ne va pas se régler rapidement).
- On passe **d'une société du loisir à une société de la contrainte**. Scénario peut-être donc un peu idyllique car il va y avoir bien plus de contraintes, des choses à imposer peut-être.
- Si guerre avec la Russie, alors **risque de pression de la part d'autres continents** sur l'Europe, pour tirer parti de l'affaiblissement.
- **L'articulation avec les enjeux environnement** n'est pas assez présent dans ce scénario, car reste très important
- Manquement sur le **risque de reconstitution des empires**, autre que la Russie, la Chine, etc. Et donc comment se comporte la France avec ça ?

### Codev vignoble nantais :

- Scénario étonnant mais fait bien réfléchir, on craint la guerre, il y a une forme de déni autour de la guerre dans la société donc importante de s'y projeter.
- Le risque de guerre **commence à être considéré à l'échelle territoriale** (acquérir des terrains, faire des bunkers, etc). Plusieurs stratégies : soit individuelle, soit coopération. Dans un cas de guerre, seul moyen de survivre c'est en créant des liens, donc avec de la solidarité. C'est **la robustesse des territoires, avec des liens de solidarité forts**, qui va permettre de survivre.
- Pour éviter le pire, il faut commencer à créer la résilience, avec **des logiques solidaires**.
- **Codev Métropole du Grand Paris** : Peu importe le niveau de l'intensité de la guerre, qu'elle soit commerciale ou hybride ou armée, on n'est pas préparé à cela. Pour une génération qui a connu les 30 glorieuses, encore en tête les jumelages entre villes qui ont complètement disparu.
- Comment **se préparer en terme de sobriété et d'éducation** (enfant et petits enfants pas du tout préparés à cela) ? On est **encore dans une société d'abondance**, alors qu'il faut complètement changer de logiciel.
- Mention d'un travail de son Codev sur l'alimentation : aucune autosuffisance alimentaire à la métropole du grand paris (moins de 3 jours de stock). Quelle coopération mettre en place avec d'autres territoires ?

### Codev Saint Quentin en Yvelines (Didier Philipp) :

- Aujourd'hui société fragmenté, enjeu le plus important, **arriver à faire l'union nationale**
- L'ennemi est toujours considéré à l'extérieur alors que possiblement **plus proche de nous que ce que l'on pense** (Allemagne se réarme). Est-ce qu'il est possible que ce soient les Allemands qui reprennent la main ?

### Codev Pays-Basque (M. Carrere)

- Exercice de scénario très intéressant, croise avec nos propres travaux de prospective.

- Le sentiment que cela donne ce scénario c'est « **il faut y passer, alors passons par-là** ». Il y a une forme de certitude de scénario de guerre, la logique de conflit est certaine.
- Les csq sociales et sociétales de ce scénario vont avoir un **impact sur plusieurs générations**.
- Pourquoi devrions-nous passer par la guerre pour accéder à tous ces leviers de la résilience ? **Ne faut-il pas arrêter d'être un vecteur de l'effort de guerre ?** Bien sûr qu'on viendra attaquer nos entreprises si elles produisent des armes.
- **La majorité de la pop n'est pas pour cet effort de guerre**. Il y a beaucoup plus de personnes qui vivent dans la guerre que dans la paix dans le monde. Pourquoi certains dirigeants voient plus d'intérêt à la guerre qu'à la paix ?

## 2<sup>ème</sup> tour de table, réactions

### Codev Grand Clermont :

- Souhaite nuancer son propos sur la critique fait du caractère un peu trop idyllique du scénario de guerre. En effet, **la 2<sup>nd</sup> GM a certes permis de créer l'Europe**, c'était inenvisageable avant. Donc possible que ça arrive à nouveau mais en réalité la guerre peut aussi amener à une situation beaucoup plus désastreuse
- En accord avec l'idée que cette rupture est possible mais aussi plein d'autres qui peuvent bouleverser nos modes de vie. Elle peut arriver rapidement donc important de l'intégrer dans nos réflexions.

### Pays du vignoble nantais :

- Il y a une **différence importante par rapport à la fin de la 2GM, les ressources ne sont plus illimités**. Il faudra donc apprendre à vivre autrement dès maintenant, car c'est une façon de se prémunir de la situation post-guerre destructrice.
- **« Apprendre à vivre avec moins et autrement, c'est aussi pour apprendre à mieux se relever d'une guerre dans une société d'abondance »**

### Codev Métropole du Grand Paris :

- Comment faire en sorte de sortir d'une société individualiste pour aller vers plus de coopération ?

### Pays du vignoble nantais :

- Même si une guerre ne se produit pas, tout ce qu'on aura mis en place pour l'éviter nous servira (résilience, robustesse).

### Codev Grand Clermont :

- Il y a un **autre risque** que la guerre de haute intensité avec un acteur extérieur, une **guerre civile**, communautarisme. Dans les réflexion politiques, personnes dit que nous sommes un exemple de cohésion nationale.

### CESER AURA :

- Ce qui semble important à préciser dans le scénario : **comment rester dans un régime démocratique** dans une telle situation ? Alors qu'il y aura des résistances. Donc comment faire en sorte que la coopération soit plus forte que la division ? **Mettre davantage en évidence les leviers** dans les scénarios. **« Comment passer d'une société d'abondance à une société de contrainte dans un contexte démocratique ? »**
- Il faut mettre ça en œuvre aussi bien à l'échelle nationale que territoriale.

## Réflexion pour avoir des leviers d'action au niveau territorial qui permettraient de maintenir le régime démocratique dans un cas de guerre

**Marie-Claire Martel** : Important d'insister sur **ce qui fait commun** soude les gens (la culture, la langue, la vie associative), donc il faut chercher davantage ces facteurs.

**Codev Métropole du Grand Paris** : Besoin de **rétablir la confiance**, car si loi martial, besoin de confiance au préalable, alors qu'elle est perdue au niveau national. Cela pourrait passer **par l'école**, car important dès le plus jeune âge, mais ne suffit pas.

**Codev Grand Clermont** : Important que les dirigeants qui sont conscients de ce risque en parlent et cherchent à trouver les conditions pour **faire adhérer la population aux conditions de vie de la guerre** le moment venu (loi martial, contraintes, etc). Donc peut-être mettre plus en avant les devoirs, car souvent juste les droits.

**Pays du vignoble nantais** : Un levier d'action serait de créer un récit, par la **transparence**, du **partage du diagnostic** de la situation actuelle et qu'est-ce qui nous attend, déterminer collectivement ce qu'il faut **créer ensemble** pour éviter le conflit et éviter un éventuel déni. Tout cela mobilise des énergies qui créent du commun et de la solidarité, permet de savoir pourquoi on se bat.

**Codev de Saint Quentin en Yvelines** : Référence à l'article 16 de la C<sup>o</sup> qui permet au PR d'avoir les pleins pouvoirs dans un cas particulier donc rappeler aussi qu'il existe des outils déjà et que ça ne serait pas la première fois (1962 conflit algérien).

**Codev Pays Basque** : Très inquiet. **« Quand on se prépare à la guerre on fait la guerre »**, ce n'est pas du déni, les gens ne se projettent pas dans cette situation. Evidemment il faut continuer à créer du commun, accueillir, accompagner à la gouvernance. Il faut une réflexion collective. Il faut **au contraire éviter toutes les possibilités qui nous amènent à la loi martiale**.

**Marie-Claire Martel** : Mais alors comment réagir en cas d'attaque ?

**Codev Pays Basque** : Pourquoi le Russie a déclenché ce conflit ? plusieurs éléments historiques et conjoncturels l'expliquent. Il ne faut pas se préparer à être une base arrière de conflit. Il faut plutôt **faire une éducation à la paix qu'une prépare à la guerre**.

**Codev Métropole du Grand Paris** : « Qui veut la paix prépare la guerre », il ne faut pas se préparer à attaquer les autres mais **être prêt à s'organiser** si on est attaqué.

### CESER AURA :

- Comment on fait pour rester en démocratie dans un tel scénario ? **La psychologie des êtres humains n'est pas la même aujourd'hui qu'hier et demain**, donc **l'humain n'est pas un invariant**, il faut l'avoir en tête. Pour se préparer à une menace et faire accepter les conséquences qui vont avec, **« la loi martiale de demain n'est pas celle d'hier »**. Il faut réfléchir à des instruments adaptés aujourd'hui à la psychologie humaine qui a évolué, à nos territoires etc (ex : Ukraine, tradition de crainte pas la même que chez nous, donc changement sur l'effet mobilisateur). Le degré de contrainte ne sera pas le même qu'au XIX. Et c'est un élément important pour respecter la démocratie.

**Pays du vignoble nantais** : dans le scénario, la guerre reste à nos portes mais pas forcément chez nous. Mais est-ce qu'on a cette culture d'aller aider les autres ? Souvent dans l'histoire de France, habitué à se faire aider, mais est-ce que réellement on serait capable d'aller aider ?

### Codev Grand Clermont :

- C'est la solidarité internationale avec les alliances qui ont généré la mondialisation des conflits, et aujourd'hui encore des stratégies d'alliances qui risqueraient de nous pousser dans un conflit.
- La **question des migrations** est essentielle, on n'est pas préparé à accueillir, ça aussi ça peut être un sujet.
- Dans tous les scénarios évoqués, 2 autres ne parlent pas de la guerre, et donc oui le but est de préparer la paix mais on ne peut pas non plus s'empêcher de penser à cette situation.

### Synthèse

1. **Le scénario apparaît trop optimiste** : malgré la guerre, l'issue reste globalement positive, manque de précision sur comment atteindre ce résultat très positif avec une guerre. **L'exemple de l'après-2GM** montre toutefois que des ruptures majeures peuvent produire **des reconstructions bénéfiques** (UE, institutions internationales, 80 ans de paix, etc.). Mais à long terme, les dégradations peuvent être profondes et durables, avec un risque de conflits encore plus importants. Il convient donc de s'interroger sur ce qui a manqué dans l'après-guerre pour mieux faire durer la paix.
2. L'objectif premier reste doit rester **d'éviter la guerre**. Mais si elle survient, il est indispensable de **préparer dès le départ l'après-guerre**, sans jamais perdre de vue le monde que l'on souhaite reconstruire après.
3. La préparation à la guerre doit se faire **dans un cadre démocratique**. Pour cela il faut s'appuyer **sur les communs**, ce qui nous permet de faire du collectif. Pour les plus jeunes, cela passe par l'éducation, mais à tout âge, cela passe par la langue, la culture, le tissu associatif, les liens sociaux en général.
4. La préparation à la guerre (et au changement climatique en parallèle) doit nous amener à faire de preuve, **de résilience, de robustesse, et de solidarité** entre les territoires (niveau d'autonomie très inégales selon les cas, ex. Paris). Faire accepter l'effort de guerre à l'échelle nationale est difficile et comporte **un risque de tensions internes** (guerre civile). La **culture très centralisée** de la France complique la coopération entre territoires (il faut savoir s'appuyer sur les territoires frontaliers).
5. Cette logique de **coopération** doit aussi s'étendre aux pays alliés, notamment à **l'échelle européenne** : meilleur **accueil des populations**, solidarité **entre** les territoires et **au sein** des territoires, faire preuve de coopération.
6. L'après-guerre devra être pensé dans un **contexte de ressources limitées**, contrairement à l'après-2GM : la sobriété sera incontournable et le retour au monde d'avant illusoire. Il faut **sortir de la société d'abondance**, pour se préparer à la guerre mais aussi à l'après-guerre.
7. Point d'alerte sur **l'hypothèse d'une loi martiale** ou de l'article 16 : leur application pourrait être incompatible avec certains territoires, posant la question de la **subsidiarité ou au contraire de l'unité nationale ?**
8. Important d'intégrer d'autres ruptures majeures possibles dans le scénario, comme **les pandémies**.

### Scénario 3 :

### **Prise de notes des échanges :**

Il y a un sujet lié à l'immigration aujourd'hui : c'est nécessairement une transformation qu'il convient d'accepter et une dynamique qu'il convient de préparer. Il manque une dimension population / migrations. La peur de la mixité est aussi confrontée au fait que dans un territoire rural, le rapport à l'immigration a évolué positivement depuis les années soixante-dix via l'intégration de travailleurs migrants sur les chantiers.

Le point d'arrivée du scénario montre que les clivages actuels ont été réglés mais comment, dans un temps court, arriver à changer la donne pour se mettre dans un nouvel état d'esprit ? Comment transformer le consommateur en citoyen ? Qu'est-devenu le peuple ?

Il manque un acteur fondamental : les jeunes, décrits ici comme de simples récipiendaires de la politique publique simplement dans le scénario alors que le scénario gagnerait à replacer les jeunes comme acteurs. En plus des seniors, les jeunes participent aussi à la transmission de connaissances.

On reste un pays densément peuplé et la répartition entre métropoles et territoires ruraux sera certainement un facteur important. Il n'y a pas de prise en compte de la continuité géographiques (territoires dortoirs et travail dans un autre territoire) : il faut harmoniser et réduire le temps de transport.

Sur les jeunes comme passeurs d'expérience, est cité le dispositif HTH : une expérience positive des FJT (foyers de jeunes travailleurs) dans les Côtes d'Armor avec un soutien financier de la CAF. Il s'agit d'un hébergement temporaire de jeunes en stage ou alternance chez l'habitant sans demander de services aux jeunes avec une génération accueillante bâtie sur le don et la solidarité. La société présente aussi un caractère anxiogène pour le jeune : la santé mentale est à protéger par plein d'aspects. Il y a aussi une nouvelle expérimentation d'habitat avec un bâtiment distinct pour les jeunes, un bâtiment distinct pour les seniors mais un jardin commun et une seule entrée pour avoir des espaces communs.

Ce scénario ne semble pas utopique mais réaliste : la France est un Etat-Nation, issue de l'histoire, une terre d'immigration et d'intégration millénaire. La société de 2050 sera peut-être une société intégrée.

Ce scénario peut cependant sembler très optimiste car il y a eu une cassure avec le Covid et le changement a démarré là avec le passage d'une société de travail à une société de loisirs : on s'est aperçu qu'il n'y avait pas que le travail dans la vie, ingénieurs sont devenus agriculteurs par exemple pour ceux qui pouvaient se permettre un changement de vie assez rapide.

La réindustrialisation avec un développement endogène du territoire et de ses richesses avec la réserve de la disponibilité et de l'exploitation des matériaux critiques. Nous en avons sur notre territoire mais avec un refus de les exploiter, il y a un choix de société à faire.

Toute évolution doit passer par le vote et les seniors gardent la main : ils sont au commandement parce qu'ils votent. Il faut apprendre les pratiques démocratiques aux jeunes et les inciter à participer. Dans les CESER, au CESE, dans les conventions citoyennes, dans d'autres expériences démocratiques, il faut réserver une place spécifique pour les jeunes. Un Codev l'a imposé avec une répartition par tranches d'âges. Il n'y a pas eu de statut de jeune participant créé mais il s'agit de faire avec eux par l'intermédiaire de structures dédiées (conseils de vie universitaires, foyers de jeunes travailleurs...) et en allant vers eux pour trouver des jeunes à intégrer dans les organisations, à l'image d'un Codev qui va directement dans les universités pour faire rencontrer des membres du Codev et de jeunes étudiants.

Il faut débattre des origines du système de retraite avec un nombre de cotisants inférieur au nombre de retraités et débattre des modalités de travail. L'exigence de résorber le déficit en France ne doit pas conduire à sacrifier la spécificité française du modèle social.

Pour le CESER Centre Val de Loire, le thème central est la démographie. Un des leviers : s'interroger sur nous-mêmes, en tant qu'organisations de la société civile, comme leviers. A ce titre, un grand débat sur la question pourrait être organisé dans une logique de continuum démocratique, CESE – CESER- Codev. La baisse de la natalité, la question migratoire, les migrations internes ont toujours existé. L'immigration peut être un levier comme le montrent d'autres pays tels que l'Espagne qui connaît un dynamisme économique, commercial, industriel. La clause de redevabilité avec des co-saisines entre CESER et CESE serait à développer et au moins un débat à l'Assemblée nationale et au Sénat et plus de travaux entre CESER et CESE-CESER.

Le CODEV Pays Basque a mené sur 2 ans un travail à horizon 2040 et beaucoup d'éléments de son travail se retrouvent dans le scénario car ce qui a été proposé aux participants au Pays Basque c'est aussi un avenir souhaitable. Il y a une vraie rupture pour aller vers un avenir souhaitable et le modèle actuel n'est pas vu comme aussi inclusif.

On demande aux associations de porter des missions de service public en les mettant en concurrence par des appels à projets. La question de la culture et de la création culturelle a tendance à être oubliée. La place des médias avec des médias qui sont presque devenus de nouveaux cadres de socialisation et qui peuvent aussi venir transmettre des discours répétitifs. Il est important d'avoir des médias indépendants, y compris locaux.

#### **Points saillants à modifier :**

- Intégrer pleinement la dimension démographique et migratoire, aujourd'hui absente : immigration, mixité, dynamiques rurales, et rôle historique de l'intégration en France.
- Repositionner les jeunes comme acteurs centraux, et non comme simples bénéficiaires : participation démocratique, transmission intergénérationnelle, santé mentale, habitat partagé, expérimentations d'accueil de jeunes par des seniors sans contrepartie
- Renforcer la place des jeunes dans la démocratie : quotas, dispositifs dédiés, formation aux pratiques démocratiques, présence dans CESE, CESER, Codev, conventions citoyennes.
- Mieux prendre en compte les réalités territoriales : densité de population, articulation métropoles-ruralité, continuités géographiques, territoires-dortoirs, réduction des temps de transport.
- Réintégrer la culture et la création culturelle, aujourd'hui oubliées, comme moteurs de cohésion et d'imaginaire collectif.
- Souligner la nécessité de médias indépendants, notamment locaux.

#### **Synthèse**

Ce scénario trouve des éléments dans les territoires qui le rendent encore plus plausible mais il sera plus plausible s'il y a une prise de conscience collective avec la transformation du citoyen en consommateur conscient.

Autres points mentionnés :

- Inclure les jeunes comme acteurs de la vie publique
- Aller vers les jeunes (universités, lycées professionnels)
- Apprentissage de la démocratie dès l'école
- Seniors peuvent accueillir des jeunes et leur offrir des services (exemple logement pour alternants, habitats participatifs)

- Insister sur ressources et qualités endogènes du territoire (métaux critiques)
- Question des migrations comme étant une chance, levier potentiel démographique
- Se rappeler que la France est depuis tout temps une terre d’immigration millénaire
- Besoin d’un grand débat sur sujet déficit, sur la démographie car cœur de ce scénario
- Travailler avec les CESE, CESER et Codev
- Meilleure prise en compte du continuum géographique dans les échanges
- Prise en compte des spécificités des outre-mer
- Même s’il s’agit d’un scénario d’adaptation, cela implique une vraie rupture pour faire en sorte que ceux qui font la société civile puissent fonctionner (associations sans problèmes financiers, sans mise en concurrence)
- Indépendance des médias locaux et nationaux
- Scénario très optimiste : cassure avec le Covid et le changement a démarré là : passage d’une société de travail à une société de loisirs (on s’est aperçu qu’il n’y avait pas que le travail dans la vie, des ingénieurs sont devenus agriculteurs par exemple pour ceux qui pouvaient se permettre un changement de vie assez rapide)
- L’avancée des idées et leur réalisation ne peut se faire qu’avec du partenariat comme la journée d’aujourd’hui mais il faut des discours cohérents.

## Second temps de travail sur les scénarios prospectifs

### Scénario 1 :

#### 5 CESER et Codev / 1 membre de la Commission Jean-Yves Sabot / 1 personne IFS

#### Prise de notes des échanges :

**Eric Guagliardi, chargé de mission Codev Mont-de-Marsan :** à portée 2050, ce scénario est optimiste et traduit tout ce qu’on pourrait mettre en place de façon positive

J’appuierais sur le rôle des territoires dans cette prise en compte des conséquences irréversibles : c’est quelque chose que nous ne maîtrisons pas mais il faut maîtriser les conséquences. C’est aux collectivités de se prendre en charge et inventer des moyens pour les personnes qui seront en grande difficultés et pour les animaux, surtout sur les territoires ruraux. Le thème de l’eau est en effet partagé par tous les territoires, on est déjà dans la bataille de l’eau entre les territoires. Il faut trouver ce maillage dans les territoires avec tous les spécialistes responsables et ça passe par des aménagements, existants ou qu’il faut inventer pour freiner les conditions climatiques.

Par ex. réfléchir quand on fait une route à l’avaloir de l’eau pour récupérer de l’eau grâce à des lézardes : une réflexion d’imagination concrète et penser les problèmes de coût. Changements dans la vie quotidienne : bâtiments avec façades et toits végétalisés, doit être concrétisé chez nous et pas uniquement dans les grandes villes qui ont les moyens de le faire. Les élus doivent prendre conscience que ça englobe les humains mais aussi les animaux, l’habitat sur le territoire, le changement des structures d’habitation, etc → les partenariats sur les structures du territoire est ce qui doit être développé

**Isabelle Recalt, Codev du pays du vignoble nantais :** ce que je retiens c’est qu’après l’effondrement, les choses sont totalement différentes, et il y a un retour au travail manuel. On peut imaginer qu’il n’y ait plus d’accès aux ressources énergétiques qui nous ont permis

de construire des bâtiments, des routes, etc avec moins de pénibilité car la machine faisait à notre place. Là il faut produire de l'alimentation au plus près de la nature et faire les choses plus manuellement et reconstruire différemment.

Il y a un rééquilibrage territorial entre les villes et les campagnes mais aussi l'accueil des réfugiés climatiques qui viennent des grandes métropoles mais aussi de l'extérieur, avec de fortes contraintes spatiales : loger plus de personnes en préservant la biodiversité, de quoi se nourrir, ne pas détruire l'identité paysagère d'un territoire → comment reconstruire avec ces contradictions ?

**Anaëlle Motta, Codev métropole du Grand Paris** : on passe d'une situation très catastrophique à une situation très rose et il manque un continuum pour comprendre comment on y est arrivé.

« L'état résilience » manque de précision : est-ce que c'est juste un état plus décentralisé

Dans notre Codev, on va commencer un groupe de travail dans la Low tech : le sujet du manuel était beaucoup revenu pendant le covid et a beaucoup disparu au profit de l'IA

Il y a en effet beaucoup de solutions qui existent mais en difficulté avec l'état des associations, le manque des subventions, etc

**Justine Giraudel, Codev Pays basque** : ce scénario propose de repenser l'habitabilité de la terre, penser et agir localement sur les territoires, la question est avec quels moyens et quels moyens sont mis en œuvre, la reconnaissance des spécificités territoriales

Chez nous, la question de l'accueil est très forte : elle revient beaucoup dans nos travaux mais on ne sait pas trop ce que ça veut dire et comment le faire, la lutte contre les inégalités et les notions de justice sociale. Exode urbain : qu'est ce qu'il se passe quand il y a cette rencontre, et quels espaces mettre en place pour préparer les habitants à ces évolutions

**Jean-Yves Sabot** : la question territoriale est effectivement prégnante

En complément, je trouve que ça pose un certain nombre de questions, sur l'attractivité des territoires, redéfinir ce terme en lien avec le climat et selon comment socialement les contraintes et les éléments de crise ont été traités : les territoires ne sont pas aujourd'hui égaux entre eux (moyens, richesse, etc) → c'est un élément important de l'analyse de préciser comment on gère tout ça

L'état résilience doit être un peu explicité / développé en effet, ce terme pose un certain nombre de question et ce scénario ouvre un certain nombre de questionnements et de possibilités

La question sociale et des inégalités, de la justice sociale est centrale, il faut l'intégrer et prendre en compte comment dans ce scénario se sont créés de nouveaux mécanismes

Il faut creuser entre le monde rose et la crise dans ce scénario

**IR** : résilience est comment on tient compte des réalités pour s'adapter au monde de demain. Tension entre crise et ce qui se met en place après, rejoint ce qu'on a dit dans le groupe ce matin sur la guerre : pour éviter ça, une des solutions est la coopération et le sens de la coopération. Tout le monde ne supporte pas de la même manière les crises selon d'où ils viennent (géographiquement et socialement). Ce sont les liens de solidarité qui font qu'on sera plus robustes et qu'on évitera l'effondrement dont il est question dans le scénario.

Un des éléments de la bonne santé est le lien social

**TC :** l'« état résilience » est un état qui facilite la résilience et qui donc est résilient lui-même

Dans 25 ans il est vraiment difficile d'envisager le monde : en 1939, 25 ans après, on est en 1964, le monde n'a rien à voir

**IR :** l'état résilience → doit favoriser la coopération entre des gouvernances territoriales et avec la représentation élue, mais tout en rendant les territoires robustes en soutenant la société civile, le milieu associatif, les énergies productives mais aussi bénévoles : elles participent à ce lien, cet ancrage local pour la culture, le sport, etc. Ne pas oublier de garantir la robustesse à cette échelle

**EG :** je voudrais mettre l'accent sur l'aménagement du territoire. Faire en sorte que les plus démunis aient la même chance d'évolution que leur voisin. Les collectivités devront mettre les moyens pour développer l'habitat sans laisser de côté les gens qui vivent sur le territoire. L'aménagement du territoire est une priorité (a commencé sous Mitterrand avec un ministère mais certains territoires ne sont pas du tout avancés et le climat nous a rattrapé). C'est à la société civile de dire aux politiques qu'ils n'ont pas assez mis l'accent sur ces aspects-là.

**TC :** continuité de ce qu'on a dit ce matin :

- Qu'est ce qui fait le passage entre la crise et ces solutions qui émergent. Deux temporalités de réflexions entre ce qu'on doit faire maintenant et ce qu'on devra faire après la crise :
  - Post Covid, on est revenu dans un monde comme avant, là ça ne sera pas le cas car ce que la crise écologique aura abîmé ne pourra pas se reconstituer : pourquoi ce sont ces solutions qui émergent
- La solidarité : c'est la solution qui s'impose

**AM :** qu'est ce qui nous dit que c'est la solidarité qui va émerger d'une crise ? il vaudrait mieux que ce soit avant le point de rupture

**IR :** Il s'agit de créer dès maintenant les conditions de la solidarité pour pouvoir faire face et reconstruire

**EG :** on a pas évolué en termes de solidarité : on est capable de construire des stades, organiser des JO → on sait faire mais seulement quand il y a de l'argent en jeu. On fait toujours pour les mêmes ou parce qu'il y a un événement qui arrive. On est capable de faire mais on fait pas ou pas assez

**IR :** après le covid on s'est quand même posé des questions, il y a quand même eu un retour à la nature. Il y a eu une volonté de faire plus sobre. Le choc n'a pas été assez long et important pour changer complètement nos habitudes. Les sollicitations à la consommation ont continué.

On dit de la crise pétrolière de 1973 : si la crise avait été plus longue et plus intense, on avait toutes les solutions pour passer à autre chose, et notamment à l'électrique et on aurait pas développé les moteurs thermiques.

Si la solidarité n'a pas été développée avant, c'est moins naturel, c'est plus long, mais nécessité fait loi.

Exemple en Vendée : génocide il y a 300 ans, les quelques individus qui ont survécu l'ont fait en s'entraidant et dans ces territoires, le sens de la coopération reste extrêmement fort, comme héritage de cette tragédie

**TC** : les CSP qui sont les plus en difficulté aujourd'hui ne seront pas les plus en difficulté dans ce scénario car ils reposent déjà sur des réseaux de solidarité

Il y aurait sans doute beaucoup à apprendre de ceux qu'on appelle les peuples premiers parce que la survie, la solidarité et la justice sont des éléments fondamentaux.

C'est un implicite du scénario qui mérite à être retravaillé : il n'y a pas d'autre façon de s'en sortir que par la solidarité → condition nécessaire (mais non suffisante).

**Carine IFS** : ici, scénario de choc et pas de rupture. Soit on arrive à s'en sortir par ce qui aura été mis en place avant le choc, soit on s'enfoncé dans la crise et il faut mettre de nouveaux dispositifs en place

**TC** : pas tous d'accord dans la commission entre choc ou rupture

Ce travail a permis de sortir des enjeux immédiats et s'apercevoir que pour s'en sortir il y avait des points communs sur lesquels il fallait qu'on travaille

Qu'est ce qui pour vous serait absolument nécessaire à retrouver dans nos réflexions ?

**AM** : Scénarios sur la résilience et l'adaptation sont très liés. Un point très important est la place de la jeunesse : même s'il y a une baisse démographique, il y aura toujours des jeunes et il faut d'avantage les intégrer dans la société démocratique, dans le vote. Comme il y a bcp plus de personnes âgées, elles votent bcp plus que les jeunes.

**IR** : toi qui représente la jeunesse, je te sens douter du fait qu'une solidarité se mette en place. Quels freins tu vois à la mise en place de cette solidarité ?

**AM** : ce qui me fait douter c'est la concurrence : on est constamment mis en concurrence de l'école jusqu'à la fac, pour trouver un emploi, on a peu de temps pour la solidarité, pour le bénévolat, il y a la montée des réseaux sociaux qui prend tout ce temps là et qui empêche de nouer ces liens. Je fais un métier où on voit tous les sujets donc je suis peut-être plus fataliste que la moyenne

**IR** : à l'école j'avais aussi cet esprit de compétition, on était très préoccupés par le chômage et trouver un boulot, puis le boulot nous prend beaucoup de temps

**TC** : virage dans le monde de l'éducation post 68 (pas de sanction, pas de notes), mais aujourd'hui sont revenus en force avec aussi le bac blanc, les partiels, le bizutage, et l'école est retombée dans son biais de la sélection avec des conséquences beaucoup plus lourdes que dans d'autres pays

→ Pour développer cette coopération et solidarité, cela implique de questionner le système scolaire

**IR** : la solidarité passe par connaître son voisin, la capacité à se mettre à la place de l'autre, aller dehors, ne pas avoir peur de l'autre, ne pas avoir peur du débat contradictoire

## Synthèse

### Nouveaux points saillants à ajouter

- Dans la lignée de la réflexion du premier groupe sur les dégâts irréversibles, le second groupe insiste sur la nécessité de penser à **la biodiversité**
- Regard plus institutionnel sur les territoires : **quelle organisation entre territoires, comment les décisions sont prises et comment on fait les choix d'aménagement**
- Moyens pour mettre en œuvre ces transformations : quels **moyens financiers** restent à disposition après ce choc et comment mieux les répartir ; est-ce qu'il a bien été **évalué dans le scénario les conséquences d'une énergie rare** (travail manuel, partage des manières de faire)
- **Si on doit rééquilibrer le monde des villes et le monde rural, comment faire dans un espace réduit tout en laissant de la place pour l'agriculture, pour les paysages**
- Dans la lignée du premier groupe, le second groupe appuie sur le fait que **les solutions sont déjà existantes**
- **La question de l'accueil** : comment on s'est mis en disposition de permettre un accueil qui **tienne compte des inégalités** et qui se fasse autour d'un **projet social positif et commun**, et comment **préparer les habitants à ces évolutions** qui vont impacter les personnes avec lesquelles ils vivent
- **La question de la justice sociale** est peu abordée dans ce scénario : il s'agira de la réinterroger ou la réinterpréter avec de nouveaux mécanismes ou de nouveaux objectifs
- Sens de la **coopération**, les **solidarités** face à la crise
  - ➔ pour que ça puisse exister au moment de la crise, **doit être déjà travaillé avant** et donc être un objectif à mettre en place dès à présent
  - ➔ par quoi ça passe : **le lien**
- Et **la place de la jeunesse** dans tout ça : que sera être jeune dans ce monde de 2050 ?

Synthèse croisée des deux temps de travail sur le scénario 1 :

(écrit en noir : éléments du premier groupe, écrit en blanc sur fond noir, éléments du second groupe de travail)

- Ce sera pire que le Covid, **le changement sera forcément radical** car la situation nous empêchera de revenir au monde d'avant contrairement au Covid : ce qui manque est **conséquences inéluctables et irréversibles** → élément qui influence sur comment faire bouger les choses  
**Le second groupe ajoute sur ce sujet qu'il faut penser à la biodiversité et aux animaux**
- Insister sur le fait que **la crise est déjà là**  
Et mieux signaler que **ces solutions (de la même manière que la crise) sont déjà là mais non soutenues, non valorisées**, etc  
**Le second groupe appuie sur le fait que ces solutions sont déjà là**
- Entre donner envie parce que sinon on va **tous verser dans l'éco-anxiété et ne pas donner l'impression qu'on est juste en train de rêver** : modification du titre

- Éléments qui manquent sur **comment on a pu arriver à cette solution positive**, comment s'est reconstruite la confiance envers les gouvernements (évaluation des pp, développement de l'échelle territoriale dans les prises de décisions, participation citoyenne) → leviers à développer, et comment ils s'imposent
- **Comment est organisé le monde et comment on prend des décisions, comment la coopération s'est imposée au niveau international, mais aussi local** : en face d'une situation catastrophique, réflexes de **solidarité** qui se mettent en place  
Le second groupe porte un regard plus institutionnel sur les territoires : quelle organisation entre territoires, comment les décisions sont prises et comment on fait les choix d'aménagement  
Il évoque aussi les moyens pour mettre en œuvre ces transformations : quels moyens financiers restent à disposition après ce choc et comment mieux les répartir ; est-ce qu'il a bien été évalué dans le scénario les conséquences d'une énergie rare (travail manuel, partage des manières de faire)
- **Si on doit rééquilibrer le monde des villes et le monde rural, comment faire dans un espace réduit tout en laissant de la place pour l'agriculture, pour les paysages**
- Mieux prendre en compte la **logique du vieillissement** mais pas uniquement de **façon négative** : **logiques intergénérationnelles et immigration liées aux changements climatiques**  
Le second groupe ajoute des aspect sur les questions :
  - **de l'accueil** : comment on s'est mis en disposition de permettre un accueil qui **tienne compte des inégalités** et qui se fasse autour d'un **projet social positif et commun**, et comment **préparer les habitants à ces évolutions** qui vont impacter les personnes avec lesquelles ils vivent
  - **de la justice sociale** est peu abordée dans ce scénario : il s'agira de la réinterroger ou la réinterpréter avec de nouveaux mécanismes ou de nouveaux objectifs
- Comment dans les **territoires OM** ils s'en sortent particulièrement
- **Question de l'eau** comme point qui n'est pas suffisamment présent dans le scénario, comme une illustration de la recomposition de la société (prédation sur une ressource dans un contexte de guerre)
- Sens de la **coopération**, les **solidarités** face à la crise  
→ pour que ça puisse exister au moment de la crise, **doit être déjà travaillé avant** et donc être un objectif à mettre en place dès à présent  
→ par quoi ça passe : **le lien**
- Et la **place de la jeunesse** dans tout ça : que sera être jeune dans ce monde de 2050 ?

## Scénario 2 :

### Prise de notes des échanges :

### Tour de parole de réaction à la synthèse :

### Codev Centre Val de Loire

- Partage impression générale d'un scénario trop optimiste, on a l'impression que la guerre est plutôt pas mal dans ce scénario.
- Pas tout à fait correct de dire, pas de guerre pendant 80 ans en Europe, il y en a eu !
- **Préciser la notion d'Europe** : est-ce qu'on comprend le Royaume-Uni et la Suisse ? On voit un rapprochement RU et UE (erasmus, armée UE) ces dernières années. Europe est-ce que c'est UE ou plus large (suisse, Norvège, RU) ?
- **Ajouter et préciser le rôle de la société civile organisée**, un passage trop court dans le scénario, mieux interroger leur place, avant, pendant et après, une guerre.
- **Peut être qu'il ne faut pas à tout prix éviter une guerre**, pas toujours souhaitable d'éviter, sans être belliciste, parfois oui parfois non.
- **Le texte est parfois donneur de leçon, moralisateur, alors que parfois très concrets, on fait un peu le grand écart.** « Pour être plus dans notre rôle, il faudrait savoir ce qu'on peut apporter nous, en tant que société organisée, dans un conflit, pour notre démocratie ? On n'est pas des diplomates, alors il faut qu'on trouve ce qu'on peut apporter pendant et après la guerre ? »

#### Codev Dinan Agglomération

- Les **guerres ont toujours changé de nature**, donc difficile de savoir comment s'y préparer.
- Est-ce qu'on n'est pas **déjà en guerre ?** Même si pas armé, déjà forte déstabilisation, vise à nous empêcher d'agir, un désordre démocratique très important et nuisible
- Pourquoi on fait la guerre ? **Quand on a des choses à défendre/à sauver, des choses qui nous dépassent.** Aujourd'hui on nous dit que tout est mauvais, discours très négatif dans les médias, donc **comment réussir à mobiliser, s'engager et s'unir ?**
- Le scénario donne l'impression qu'on organise la guerre alors que dans une guerre il y a des adversaires, qui font en sorte qu'on sera gênés, et ça manque un peu, il faut **faire apparaître cette difficulté.**

#### CESER AURA

- Un scénario écrit avec les mots d'aujourd'hui, l'ennemi est la Russie, la Chine n'existe plus, les US non plus, un peu incomplet.
- Vision de la **France comme base arrière ne semble pas très juste.** Dans le cas d'une guerre, **la frontière maritime** fera partie de l'attaque, donc la France sera un pays attaqué sur le flanc ouest.
- Tourisme international : certes **plus de tourisme, mais quelles conséquences** sur nos recettes et nos financements ? Le préciser.
- La France est centralisée, elle est jacobine dans ses institutions. Mais elle fonctionne de façon girondine dans la vie de tous les jours. Ce qui compte pour l'application de la loi martial est que la France soit tenue par une démocratie parlementaire.
- A chaque sortie de crise importante, il y a eu des **progrès technologiques significatifs** (radar, sonar, aéronautique, laser), ça ne veut pas dire que la guerre est souhaitable mais il faut le mentionner de façon plus précise. La guerre apporte aussi ces phénomènes de progression.

#### Codev Grand Angoulême

- 2 puissances nucléaires engagées dans un conflit, que se passe-t-il ? Il faut mentionner les ampleurs de destructions qui peuvent advenir. La dissuasion a-t-elle encore un rôle à jouer ?
- On est **déjà dans un monde pré-conflictuel**, il faut que le **territoire devienne plus agile** (déplacer les usines en province), avant, pendant et après la guerre (car le monde ne sera plus comme il était avant). Mieux articuler entre l'état central et le

local, certes une décision nationale et une unité, mais avec une plus grande agilité et autonomie locale.

- Le **risque démocratique existe avant, pendant et après** la guerre. **L'éducation à la démocratie** est fondamentale dans un tel scénario, notamment avant, pour bien surmonter l'épreuve de la guerre.

### Codev Eurométropole de Metz

- Sentiment d'être **déjà en guerre**.
- En période de guerre, **l'ordre démocratie doit évoluer**, il ne doit pas perdre ses valeurs mais il peut être amené à changer. Important de savoir qui donne les ordres, donc décentralisation de la décision oui mais l'unité est importante, il faut donc **préciser dans le scénario l'ordre de la hiérarchie des décisions**. Important d'avoir dès maintenant des réflexions de la part des citoyens sur cette hiérarchie.
- La **guerre est une affaire de moyen** (mat première, industrie, ressources alimentaires, sanitaires, etc), il faut savoir dans ce scénario comment on possède ses moyens.
- **Quelle forme de guerre dans ce scénario ?** La guerre numérique toujours présente mais quoi d'autre ?
- **La reconstruction** est un enjeu important, il n'y aura pas de plan Marshall du XXIe s, il faut anticiper cette période-là.

### CESC Saint-Martin

- Comment pouvons-nous **éviter la guerre depuis nos territoires d'Outre-mer** quand toutes les décisions sont prises aussi loin ? Notre positionnement stratégique est un atout pour la France
- Sur le pont 6 : L'Europe est-elle capable de **penser la guerre et l'après-guerre** pour nos territoires d'Outre-mer ?

### Codev Bourgeois Vallé

- **Conflit de « haute intensité »** évoque pour moi une guerre nucléaire, biologique et chimique (et numérique), cela générerait une terreur bien plus importante que ce qu'on peut imaginer. Il faut sûrement imaginer qu'une telle guerre serait bien plus destructrice.
- Sentiment profond de terreur.

### Codev Cornouailles

- **Préciser ce qu'on entend par « conflit de haute intensité »**, quelle destruction ça impliquerait ? Quel niveau de guerre ?
- Partage aussi le caractère **trop optimiste** de la fin du scénario
- La **question de l'autonomie** ressort beaucoup du scénario et est très importante donc le mettre en avant (alimentaire, énergétique)
- Sur le point 8 : La pandémie n'a pas eu d'effet de rupture, donc est-ce vraiment comparable ? Par vraiment, bien distinguer ce qu'est qu'une vraie guerre

### Synthèse complétée et amendée à partir de celle de l'atelier du matin

1. **Le scénario est volontairement optimiste** : malgré la guerre, l'issue reste globalement positive, manque de précision sur comment atteindre ce résultat très positif avec une guerre, laquelle sera certainement différente de celles connues précédemment. **L'exemple de l'après-2GM** montre toutefois que des ruptures majeures peuvent produire **des reconstructions bénéfiques** (UE, institutions internationales, 80 ans de paix, etc.) et des sauts technologiques.. Il convient donc de s'interroger sur ce qui a manqué dans l'après-guerre pour mieux faire durer la paix.

2. L'objectif premier reste doit rester **d'éviter à tout prix la guerre**. Mais si elle survient qu'elle soit terrestre ou océanique, il est indispensable de **préparer dès le départ l'après-guerre**, sans jamais perdre de vue le monde que l'on souhaite reconstruire après. Comment éviter la guerre pour les territoires ultra-marins qui ne sont pas décisionnaires ?
3. La préparation à la guerre gagnerait à se faire **dans un cadre démocratique**. Pour cela il faut s'appuyer **sur les communs**, ce qui nous permet de faire du collectif. Pour les plus jeunes, cela passe par l'éducation, mais à tout âge, cela passe par la langue, la culture, le tissu associatif, les liens sociaux en général. La société civile est un élément majeur de la démocratie et d'acceptabilité des décisions à l'échelle locale.
4. La préparation à la guerre (et au changement climatique en parallèle) doit nous amener à faire de preuve d'agilité, **de résilience, de robustesse, et de solidarité** entre les territoires (niveau d'autonomie très inégales selon les cas, ex. Paris). Faire accepter l'effort de guerre à l'échelle nationale est difficile et comporte **un risque de tensions internes** (guerre civile). Le **caractère centralisé** de la France complique la coopération entre les territoires.
5. Cette logique de **coopération** doit aussi s'étendre aux pays alliés, notamment à **l'échelle européenne (étendu au Royaume-Uni)** : meilleur **accueil des populations**, solidarité **entre** les territoires et **au sein** des territoires, faire preuve de coopération.
6. L'après-guerre devra être pensée dans un **contexte de ressources limitées**, d'une démographie en déclin, contrairement à l'après-2GM : la sobriété sera incontournable et le retour au monde d'avant illusoire. Il faut **sortir de la société d'abondance**, pour se préparer à la guerre mais aussi à l'après-guerre. La guerre nous ferait prendre du retard sur le plan environnemental.
7. Point d'alerte sur **l'hypothèse d'une loi martiale** ou de l'article 16 : leur application pourrait être incompatible avec certains territoires, posant la question de la **subsidiarité ou au contraire de l'autoritarisme centralisé ? Rôle de la société civile pour maintenir l'unité nationale. Risque de dérive autoritaire.**
8. Important d'intégrer d'autres ruptures majeures possibles dans le scénario, comme **les pandémies, un environnement profondément dégradé...**

### Scénario 3 :

#### Prise de notes des échanges :

Le scénario a été présenté en rappelant les points de blocage mais aussi les solutions dans les territoires identifiées dans la matinée. Dans cet atelier, pour certains participants beaucoup d'éléments devraient passer par des ruptures importantes. La création de richesses n'est pas que monétaire, cela peut être des richesses environnementales ou autres. Dans ce scénario le PIB n'est plus l'indicateur principal. Ce scénario recueille la préférence du public, il est décrit comme très plausible et « doux » alors qu'il nécessite quand même des ruptures.

Il est intéressant de partir des seniors avec une approche globale du care et des seniors comme passeurs, cf l'accessibilité des trottoirs qui était le cheval de bataille des personnes en situation de handicap à une époque et on s'est rendu compte que l'accessibilité a bénéficié à tous. L'égalité femmes-hommes bénéficie également à tous.

Il faut intégrer dans le scénario la dégradation climatique qui s'impose. Le transfert de richesse entre générations n'est pas évoqué dans le scénario alors qu'il ne concerne pas

seulement les grandes fortunes. La vision du temps long est intéressante, la question de la démocratie à différentes échelles aussi en rappelant que l'échelle régionale est importante.

Autre remarque : quelles sont les conditions de déclenchement d'un tel scénario ? Qu'est-ce qui fait que cela pourrait marcher ?

Il s'agit d'un document très franco-français : comment faire pour que le modèle soit partagé à l'échelle européenne ? Les pays européens ne partagent pas la même vision pour organiser la solidarité. Le modèle social est financé quasi-exclusivement sur le travail. Il est difficile de refonder un système en se basant uniquement sur la France.

Dans un Codev, a émergé fin 2019 une expérimentation sur la gouvernance, avec un dialogue facilité avec les élus, a permis de donner un pouvoir d'initiative aux citoyens pour élaborer une réglementation au niveau local, avec reprise de la proposition par les élus qui pouvaient amender ou pas mais l'initiative ne venait plus vraiment de l' élu (exemple : mise en place d'une régie de l'eau). La société civile « organisée » apparaît pour certains comme un vocable très restrictif car cela n'englobe pas le citoyen mais se restreint au CESE et aux CESER.

Trois autres initiatives territoriales sont citées :

- 1) Bureau du cœur : comment mieux utiliser des bâtiments vides avec l'ouverture de bâtiments d'entreprise vides à des personnes à la rue ;
- 2) Mise en place de la sécurité sociale alimentaire (Charente, Gironde) ;
- 3) Confiance dans la démocratie, lien aux populations : ne pas ouvrir à moitié aux citoyens, obligation de se doter de personnes et méthodologie (Grand Angoulême : guide pour se doter de dispositifs participatifs) ;

Ouvrir les vannes à l'expérimentation territoriale ne revient pas à pousser à des expérimentations territoriales qui amèneraient une déconstruction du modèle républicain.

Il y a des leviers possibles de cette transition à rechercher dans les territoires les plus pauvres : en Bretagne certains territoires de ce type bénéficient d'une gouvernance très structurée permanente où rien ne se fait sans co-élaboration. Dans les territoires où on est obligés de se débrouiller on trouve des expérimentations très intéressantes. Cela fait écho à ce qui est dit par les outre-mer.

Le titre n'incarne pas vraiment le scénario : l'adaptation nécessaire le rend faible, un titre plus « vendeur » serait plus parlant avec quelque chose autour de la question du regain, de la reconstruction positive, comment regagner en crédibilité démocratique, crédibilité qui va de pair avec la compétitivité économique.

Un autre titre proposé serait : « le care au cœur ». On a parlé de la santé, il faut élargir la logique de soins aux autres. Que cela soit le moteur de la créativité et de l'avenir.

Il faut une prise de conscience des consommateurs mais aussi des entreprises. Le monde économique n'initiera pas cette transition comme mentionné car le monde économique est majoritairement organisé sur la compétition et le gain même s'il existe aussi des initiatives vertueuses. Il faut préciser « local » dans le monde économique. Les grands groupes sont parfois plus impliqués qu'on ne le pense dans les territoires.

Sur la question du tourisme, il faut dire à l'horizon 2050 les évolutions qu'il peut y avoir. Selon les formes de tourisme, cela induit des changements qui ne sont pas neutres. Le tourisme est à la fois un problème et un moteur économique qui se sclérose car il touche à ses limites.

Un levier commun serait le soin/care et l'application du concept « Onehealth » au territoire, à la planète : ce concept de « Onehealth » devrait être le levier principal de tous les champs

économiques, sociaux et territoriaux de ce scénario. La charte de l'environnement, le bloc de constitutionnalité incluent le droit à vivre dans un environnement sain. On ne peut vivre avec une bonne alimentation que si la biodiversité permet de rendre ces conditions réalisables.

### **Points saillants à modifier :**

- Clarifier l'ampleur des ruptures nécessaires, car le scénario est perçu comme « doux » alors qu'il implique des transformations profondes (ex : nouvelle définition de la richesse, dépassement du PIB).
- Intégrer davantage la dimension du care, en valorisant le rôle des seniors comme passeurs et en élargissant la logique de soin à l'ensemble de la société.
- Intégrer explicitement la dégradation climatique qui s'impose, aujourd'hui insuffisamment prise en compte.
- Ajouter la question du transfert intergénérationnel de richesses, qui dépasse les seules grandes fortunes.
- Préciser les conditions de déclenchement du scénario : quels leviers, quels acteurs, quels événements rendent cette transition possible.
- Dépasser le caractère trop franco-français du scénario, en intégrant une perspective européenne tout en tenant compte de la diversité des modèles de solidarité.
- Mieux définir la place de la société civile, en allant au-delà du CESE/CESER et en intégrant les citoyens dans la co-construction de l'action publique.
- Valoriser les expérimentations territoriales existantes, en montrant comment elles peuvent inspirer ou structurer le scénario (régie de l'eau, sécurité sociale alimentaire, dispositifs participatifs, gouvernance en Bretagne, etc.).
- Revoir le titre du scénario, jugé trop faible, pour un intitulé plus incarnant (regain, reconstruction positive, care au cœur).
- Intégrer une vision prospective du tourisme à l'horizon 2050, en explicitant ses limites et ses transformations possibles.
- Faire du concept "OneHealth" un levier structurant des politiques publiques, reliant santé, environnement, biodiversité et alimentation dans une approche cohérente.

### **Synthèse**

- Ce scénario est perçu comme plausible et « doux », bien qu'il implique des transformations majeures.
- Les participants soulignent la nécessité d'intégrer pleinement la dégradation climatique, le transfert intergénérationnel de richesses et une vision du temps long, ainsi qu'une démocratie active à différentes échelles, dont la région.
- Quelles conditions permettraient réellement le déclenchement d'un tel scénario et comment assurer son succès ?
- Le caractère très franco-français du document pose la question de son adaptation à l'échelle européenne, dans un contexte où les modèles de solidarité et de financement social diffèrent fortement.
- Des exemples d'expérimentations locales montrent le potentiel d'une gouvernance plus participative (régie de l'eau, sécurité sociale alimentaire, réutilisation de bâtiments vides, dispositifs participatifs renforcés).
- Les territoires pauvres ou contraints peuvent faire la preuve de pratiques de co-élaboration, d'une gouvernance plus démocratique avec une meilleure relation élus-citoyens.
- Le titre n'incarne pas assez le scénario : des propositions plus fortes émergent autour d'un regain, de la reconstruction positive ou du care comme moteur central.
- La transition nécessite une prise de conscience des consommateurs et des entreprises.

- Le tourisme, à l'horizon 2050, devra évoluer face à ses limites actuelles.
- Le concept « OneHealth » est identifié comme un levier transversal essentiel pour toutes les politiques publiques, reliant santé, environnement, biodiversité et cohésion territoriale.

### Mise en commun et échanges

#### Scénario 1 : Résilience territoriale

La référence peut être faite au Covid mais la situation est pire que le Covid. Contrairement au Covid, les conséquences seraient irréversibles, non seulement pour les humains mais aussi pour les animaux.

Un soutien est nécessaire pour mettre en œuvre les solutions déjà connues. Il y a une vision assez optimiste, il ne faut pas verser dans l'éco-anxiété, laisser entrevoir l'espoir, laisser entrevoir de la visibilité, continuer à avancer. La question du vieillissement de la population nécessite des liens intergénérationnels et l'immigration peut être une solution à ce vieillissement de la population

Comment on passe de la crise aux solutions ? Qu'est-ce qu'on peut mettre en place en amont pour les éviter ? La question du développement, des solidarités, la question de la coopération, des liens pour finalement survivre pendant la crise pour un environnement qui soit plus heureux à 2050. Il ne faut pas oublier la jeunesse, comment on intègre la jeunesse dans ces réflexions-là ?

Un Etat-résilience pose la question des moyens pour que cela fonctionne, Pour la robustesse, cela dépend des liens que l'on crée. Il faut soutenir la société civile, le milieu associatif. financièrement mais aussi dans les processus.

Dans la question de l'aval, il y a une grosse rupture avec un retour au travail manuel souligné dans le scénario et un manque d'accès aux ressources qu'on avait avant. Il faut accepter la pénibilité qui va avec, revenir à des logiques de proximité avec moins d'échanges internationaux. Une des vraies solutions est la question de l'aménagement du territoire, importante pour anticiper les chocs climatiques :

- Anticiper et planifier sur les questions de l'eau mais aussi l'énergie.
- Aménager l'habitat
- Préserver des espaces pour continuer à se nourrir, des paysages

Se pose aussi la question comment tenir compte des habitants déjà présents sur le territoire et comment on accueille de nouvelles personnes dans une logique de maîtrise foncière ? Comment on tient compte des inégalités ? Il faut un projet qui recrée de la justice sociale.

### **Scénario 2 : Conflit de haute intensité**

Ajout de 8 nuances de conflit de haute intensité sur un scénario doté d'un parti-pris optimiste. L'exemple de l'après-Seconde Guerre mondiale invite à s'interroger sur ce qui a manqué en 1945 et sur l'objectif est d'éviter à tout prix la guerre.

La préparation de la guerre gagnerait à se faire dans un cadre démocratique. La démocratie est quelque chose de très fragile Il faut s'appuyer sur les communs et une vision post-1945 sur le rôle de la société civile organisée à tous les niveaux pour maintenir une démocratie vivante. L'éducation est très importante aussi.

Le changement climatique a déjà commencé, c'est déjà du présent et pas du futur. Cela doit nous amener à faire preuve d'agilité, de résilience, de robustesse.

Le caractère centralisé de la France qui peut compliquer la coopération entre les territoires interroge. Il y a une logique de coopération qui peut s'étendre aux pays alliés. Cela comprend le Royaume-Uni, l'accueil des populations, la solidarité entre les territoires.

Il faut souligner que l'importance de la démographie qui, au mieux stagne, sinon entame son déclin, le fait que la sobriété serait incontournable. L'enjeu environnemental pourrait prendre du retard du fait de la guerre.

Le texte ne souligne pas assez le rôle de la société civile organisée, des citoyens, de la démocratie avec un risque de dérive autoritaire non négligeable. Il est important d'intégrer les autres ruptures majeures : pandémie, environnement encore plus dégradé, risque pour la démocratie.

### **Scénario 3 : Adaptation nécessaire**

Ce scénario présentait beaucoup de points communs avec les retours des CESER et Codev. Il a été jugé quasiment préférentiel mais il existe des points de blocage : il doit partir d'une prise de conscience collective sur les ruptures : par exemple comment on transforme le citoyen en consommateur responsable ?

Les jeunes ne sont pas beaucoup mentionnés dans le scénario, or ils sont un vrai levier. Les jeunes doivent prendre une part plus importante dans la vie de la cité et du territoire pour éviter la partition entre jeunes et plus âgés.

Dans les leviers, a été cité l'exemple du dispositif de logement Foyer de jeunes travailleurs soutenu par la CAF Côtes d'Armor où des jeunes en alternance sont accueillis par des personnes âgées sans contrepartie. Des formes d'habitat participatif avec un mix jeunes / personnes plus âgées ont également été cités.

Un scénario qui semble non utopique mais sur des sujets dont il faudra discuter : la dette, le déficit. Il faut organiser un grand débat sur cette question démographique et un débat sur les migrations internes et externes avec une clause de redevabilité au Parlement. Cela doit s'inscrire dans un continuum géographique : les lieux où on travaille, les lieux où on habite. Il faut une vraie rupture dans ce scénario même s'il apparaît comme le plus « doux ».

Il faut arrêter de mettre en concurrence les personnes. L'importance de la création culturelle est à souligner. Il y a la nécessité d'avoir des médias locaux et nationaux qui ont un rôle à jouer.

Chaque territoire est différent : la politique nationale ne doit pas se calquer sur les territoires de façon péremptoire, il faut faire attention à la diversité des territoires. Il y a le besoin d'un meilleur équilibre entre emploi / travail associatif.

Des points de clarification ont été demandés sur le temps de travail monétisé ou pas, la question du PIB et des autres indicateurs, l'augmentation de la durée et du temps de travail. D'autres ont trouvé que ce scénario passait sous silence les enjeux du climat et de la biodiversité. D'autres ont trouvé que dans son besoin de ruptures, ce scénario tient peut-être trop compte de la compétitivité des entreprises.

Il va y avoir un transfert de richesse. L'importance de la démocratie à toutes les échelles a été soulignée avec la recherche de moyens de financer cette démocratie participative de façon importante.

Il y a un vrai levier à trouver sur cet enjeu démocratique. Dans la réorientation du soutien aux entreprises, le concept de OneHealth comme fil rouge de toutes les politiques publiques territoriales ou sociales est revenu. Ce concept de OneHealth permet de refaire société. Le titre du scénario a également été questionné avec une proposition de terme basque signifiant « la prise de soins ».

Sur la question de la meilleure harmonisation des droits sociaux : des territoires les plus pauvres en Bretagne, obligés « de se débrouiller », s'avèrent avoir une meilleure gouvernance et de meilleurs échanges entre élus et citoyens. Il importe de partir des qualités intrinsèques des territoires : tout ce qui est savoir-faire est à repérer. Cela peut permettre aussi d'avoir des échanges internationaux sur les matières qu'on n'a pas.

### **Echanges avec la salle :**

Certains participants font remarquer que les scénarios adoptent un parti-pris mais obligent à réfléchir, une grande partie des solutions se rejoignent. Cela nous plonge dans des perspectives pas forcément réjouissantes mais pousse à chercher comment les éviter. Pour certains, la méthode semble intéressante mais se heurtera aux contraintes budgétaires. Pour d'autres, cela les invite à faire leur propre restitution de leurs travaux, à réfléchir sur leurs leviers. Des interrogations sur l'articulation à venir des travaux de la commission et sur les suites apportées au travail du panel citoyen émergent.

D'autres participants remercient le CESE pour cette manière de faire monter en compétences le CESC par l'application de la méthodologie transmise.

Patrick Lévy-Waitz, co-rapporteur a répondu que la restitution finale comprendrait un document pédagogique avec un rapport récapitulatif de l'ensemble des contributions. Il y aura les 5 et 6 février des journées de participation citoyenne avec une restitution, une synthèse, une explication méthodologique des processus. Il remercie les participants pour ces apports complémentaires qui nourriront les travaux. Il faut permettre à la société de trancher pour aller en cohésion vers un nouveau modèle.

## Conclusion

Michel Chassang, président de la commission, remercie les participants pour leur présence, leur participation active et leurs éclairages, issus des discussions de la journée. Ceci sera utile pour les travaux de la commission, des éléments pourront être intégrés.

Sur la redevabilité, il indique que les synthèses seront envoyées, les contributions intégrées dans le rapport final et les participants invités le mercredi 25 mars 2026 à 14h à la restitution

finale des travaux. Il souhaite vraiment que cette journée soit suivie de beaucoup d'autres : CESER-Codev-CESE-Comité économique et social européen constituent une même chaîne. Ce type de collaboration doit pouvoir se poursuivre. Il remercie les équipes administratives qui ont organisé cette journée.

Enfin, Marie-Claire Martel, vice-présidente en charge de la participation citoyenne, leur propose de se rapprocher d'elle si certains sont intéressés par la mise en œuvre de dispositifs de participation citoyenne.